



NON AUX LICENCIEMENTS !

RENAULT TRUCKS

npacaenaglo@gmail.com – juillet 2020

La crise économique est là, les licenciements pleuvent et Renault Trucks s'est mis sur la liste avec 463 emplois promis à la destruction à Vénissieux et à Bourg-en-Bresse. Le ministre Bruno Lemaire parle d'un million d'emplois supprimés dans les mois à venir. Nous en avons déjà un avant-goût avec l'annonce de 1 233 emplois supprimés chez Nokia, 464 chez Airbus D&S après les 10 000 à Air France, 4 600 chez Renault.

La crise économique était là avant la pandémie, notamment dans l'automobile où les ventes étaient en régression sur les principaux marchés. La crise sanitaire et l'effondrement des marchés servent de prétextes aux grands groupes capitalistes pour accélérer des restructurations tous azimuts. Comme d'habitude, c'est l'emploi qui trinque, et les précaires et les femmes sont les premières victimes. Le nombre d'inscritEs à Pôle emploi a augmenté de 500 000, souvent des fins de contrats temporaires. Dans certaines entreprises, les patrons exercent un chantage à l'emploi pour baisser les salaires : à Derichebourg (aéronautique), à Toulouse, la menace de 700 licenciements a servi à raboter de près de 500 euros les revenus des 1 700 employéEs du groupe.

C'est le capitalisme implacable. Pour sauver les profits, des vies sont broyées.

Pour sauver les profits, le patronat peut compter sur le gouvernement. Des masses d'argent colossales sont dépensées pour « sauver l'économie », tout en sacrifiant les emplois. Qui paiera ? Macron l'a dit à la télé : pour rembourser les banques, il faudra « travailler et produire plus ». Le gouvernement prépare une loi pour instaurer le chômage partiel de longue durée, c'est-à-dire pour permettre au patronat de faire des économies durables sur les salaires. La ministre du travail trouve que ce serait bien de remplacer les salaires par de l'intéressement. Les réformes des retraites et de l'assurance chômage pourraient être remises sur la table en septembre. Le Medef s'active pour faire sauter le verrou des 35 heures.

Tous et toutes ensemble contre les suppressions de postes et le retour à « l'anormal »

Empêcher des licenciements boîte par boîte est compliqué. Et attendre d'avoir le couteau sous la gorge n'est pas la solution. C'est maintenant qu'il faut exiger **l'interdiction des licenciements**, quelle que soit leur forme (fin de CDD, de missions d'intérim ou de sous-traitants, ruptures conventionnelles de contrat, etc.), **à l'échelle de tout le pays.**

➤ **Les grands groupes ont les moyens d'assurer le maintien de l'emploi.** Qu'ils paient aussi les salaires dans les entreprises qui veulent licencier. Si un patron dit qu'il ne peut plus payer les salaires, qu'il soit exproprié, et la boîte placée sous le contrôle des salariéEs pour une reprise de l'activité ou une reconversion.

➤ **Dans certains secteurs, comme l'automobile ou l'aéronautique, la question de la réorientation de la production doit être posée :** c'est aux salariéEs et à la population de contrôler ce qui doit être produit pour satisfaire les besoins sociaux et écologiques.

➤ **Enfin, plutôt que de jeter des centaines de milliers de personnes dans la misère, il faut réduire le temps de travail.** Nous devons travailler moins pour travailler tous et toutes. 32 heures par semaine sans réduction de salaire, c'est une première étape.

Pour imposer ces changements, il faudra un vaste mouvement populaire.

Pas chacun dans son coin, pas des journées d'action sans lendemain.

Pourquoi ne pas commencer en coordonnant les boîtes où l'emploi est menacé, mettre en débat tout ce qui pourrait rassembler les combats contre le « retour à l'anormal » : des manifestations contre les licenciements, pour la reconversion des activités inutiles ou polluantes, pour la réduction du temps de travail... ?

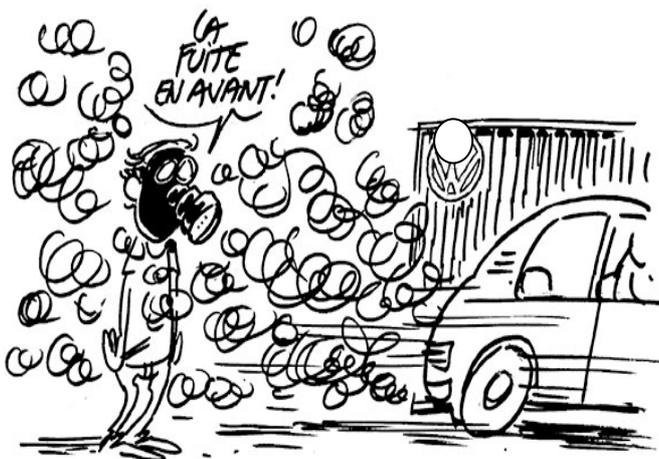
Le capitalisme ne s'éteindra pas tout seul, aidons-le !

Le capitalisme va de crise en crise. Pendant le confinement, nous avons vu l'incapacité du système à faire face efficacement à la crise sanitaire. Les capitalistes et les gouvernements à leur service n'ont pas su protéger la population : ils ont détruit pendant des années l'hôpital public, ils n'ont pas cherché à réorienter la production pour répondre à l'urgence sanitaire, même pas l'urgence de l'urgence : la production de masques.

Aujourd'hui, leur « relance » précipite des milliers de personnes dans le chômage. Leur relance, c'est aussi le retour au produire plus... pour polluer plus. Leur système ne nous promet rien d'autres que des crises successives, sanitaires, économiques, environnementales. Et pourtant il continuera tant que nous ne l'aurons pas aboli.

Les premières manifestations du déconfinement, celles contre les licenciements dans l'automobile, celles des sans-papiers, celles contre les violences racistes policières avec une jeunesse qui se soulève contre l'injustice, celles des personnels des hôpitaux et du soin qui veulent des moyens et pas des médailles, sont des encouragements pour **une lutte globale contre le capitalisme**. Il est encore temps !

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE :
UNE SEULE POLITIQUE...



Reconversion des activités : possible à condition que...

Parmi les secteurs largement « aidés » par le gouvernement, on trouve l'**automobile** et l'**aéronautique**. Le gouvernement compte bien aider aussi les grands opérateurs de télécommunications, les fabricants d'objets connectés et la voiture « autonome ». Leur relance, c'est une « **relance toxique** », comme disent les milliers de jeunes anticapitalistes qui se mobilisent dans le monde entier.

Pourtant, la **crise climatique** nous pend au nez. Les scientifiques nous alertent. Avec entre + 3 degrés et + 7 degrés d'augmentation de la température du globe d'ici 50 ans, c'est une catastrophe encore impossible à imaginer qui nous attend si rien n'est fait. Une partie de la planète deviendrait inhabitable, celle où est concentrée aujourd'hui la majorité de la population mondiale.

Pour le capitalisme, qu'importe ! Il faut produire toujours plus, consommer toujours plus... et envoyer dans l'atmosphère toujours plus de gaz à effet de serre. Pour les capitalistes, c'est : « **après moi le déluge** ».

Réduire voire arrêter complètement les productions inutiles ou polluantes et reconvertir l'économie serait portant possible. Sans licenciement, et au contraire en créant de nouveaux emplois, avec de meilleures conditions de travail.

Il y a une condition : ne pas laisser entre les mains du patronat le soin de décider de l'avenir à notre place. Avec lui, le chemin est tracé d'avance : des restructurations sans fin, avec leur cortège de licenciements et, au bout de la route, la catastrophe climatique. Pour construire un autre futur, il faut **mettre les banques et les grands groupes de l'industrie, du commerce et des services sous le contrôle des salariéEs et de la population**.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

npacaenaglo@gmail.com

<http://www.npa2009.org/>

